

eût à signaler le bombardement dans une guerre civile. La série de calamités qui ont affligé l'humanité ne serait pas aussi grande.

“ J'ai du reste la satisfaction de pouvoir annoncer de nouveau à M. le commandant Aldham que je comprends ce que je dois à une ville de mon pays, à ses habitants en général et à chacun d'eux en particulier; et que j'ai fait suspendre le bombardement, qui du reste avait été dirigé très lentement, afin de donner aux chefs de Veracruz le temps d'accepter quelques propositions raisonnables de réconciliation en faveur du bien public, ou de les obliger à chercher un champ de bataille où les forces belligérantes seraient seules exposées au feu de l'artillerie lorsque je me suis aperçu que le but désiré ne pouvait être atteint qu'au prix de calamités inouïes. M. le capitaine Aldham est informé d'un grave incident qui a empêché le soussigné de donner un tour convenable aux opérations de son armée contre Veracruz. Le soussigné reconnaît hautement les sentiments d'humanité qui animent M. le capitaine Aldham et il lui renouvelle les assurances d'estime et de considération avec les quelles il a l'honneur d'être de M. le capitaine le très obéissant serviteur.

“ Signé, MIGUEL MIRAMON.

“ A Monsieur le commandant des forces navales de S. M. B. dans le golfe du Mexique. — Sacrificios.”

Pendant ce temps, M. Muñoz Ledo adressait aux Ministres étrangers résidents à Mexico, une note officielle pour leur annoncer l'insuccès des efforts tentés à Veracruz, par le représentant du parti réactionnaire pour amener une conciliation. Il appuyait particulièrement auprès du chargé d'affaires du gouvernement britannique sur les causes de cet insuccès, et invitait cet agent à porter à la connaissance du cabinet de Londres les motifs qui s'étaient opposés à ce que la question se résolût d'une manière pacifique et conforme au sens des instructions transmises à Mexico par Lord John Russell.

Selon lui M. Miramon avait répondu loyalement à l'intention de ces instructions, et ce n'était pas sa faute si l'armistice n'avait pas été signé.—Il avait rempli sur ce point son devoir avec d'autant plus de plaisir, que ce devoir était en plus parfaite harmonie avec ses propres

sentiments; et si ses efforts n'avaient point eu les résultats bienfaisants qu'il en attendait, il fallait en imputer la faute à ceux qui, s'obstinant aveuglement dans leur ambition personnelle, se refusaient à contribuer au rétablissement de la paix et à la cessation du scandale que donnait au monde cette lutte si prolongée, si sanglante et si désastreuse.

Mais M. Mathews n'était pas homme à se laisser prendre à ce langage melliflue de la diplomatie réactionnaire. Il savait tout aussi bien que M. Muñoz Ledo ce qui s'était passé devant Veracruz, et comment M. Miramon, en tordant le sens de la proposition émanée du gouvernement anglais, avait voulu se servir de cette proposition ainsi dénaturée pour imposer la loi à ses adversaires; alors surtout qu'il aurait dû s'estimer très-heureux, que par déférence pour le cabinet de Londres, le gouvernement légitime eût daigné oublier sa révolte, et traiter avec lui comme s'il eût été autre chose que le représentant de la plus noire trahison. Il répondit donc:

“ Le soussigné a le plaisir d'apprendre que S. E., le président substitué a accueilli avec bienveillance les propositions du gouvernement de S. M. B. tendantes à la réconciliation des partis belligérants, et fondées sur certaines bases spécifiées à l'avance, parceque ces propositions (au dire de M. Muñoz Ledo) sont d'accord avec ses propres opinions. Mais c'est aussi pour cela même que le soussigné ne peut s'empêcher d'exprimer son sincère regret *de ce que les propositions faites par S. E. au parti constitutionnel, n'aient pas été conformes à celles qui ont été conseillées par le gouvernement de S. M. B.*, ni d'accord avec l'opinion éclairée et les sentiments amicaux envers le Mexique, qui ont inspiré au secrétaire d'Etat de S. M. les bases proposées comme étant le meilleur, le plus sûr et le plus prudent moyen de rétablir la paix dans la République etc..... etc.....”

Cependant, à Veracruz, M. Aldham poursuivait avec une constance, digne à coup sûr d'une meilleure réussite, l'idée généreuse d'une transaction entre les deux partis, séparés désormais, plus peut-être par le sang dont les conservateurs s'étaient souillés depuis leur arrivée au pouvoir, que par la trahison qui leur en avait ouvert l'entrée. Son énergie croissait avec les difficultés, et ayant appris que M. Miramon,

à bout de ressources, et ne pouvant, faute de munitions, continuer plus longtemps le bombardement, se disposait enfin à lever un siège qu'il n'aurait jamais dû entreprendre ; il crut l'occasion plus favorable cette fois, et lui adressa, le 28 mars, une nouvelle lettre, dont nous recommandons la lecture attentive à nos lecteurs, en appuyant surtout sur les deux passages qui ont trait au clergé mexicain.

“A bord du navire de guerre de S. M. B. Valorous.

“ 28 mars 1860.

“ J'ai adressé, en date du 24 de ce mois, une communication à S. E. M. Juarez, pour lui exprimer l'espoir que j'avais qu'il ne laisserait pas s'éloigner V. E. sans tenter une seconde fois de conclure un armistice conformément à la recommandation du gouvernement de S. M. B. exprimée dans la lettre de Lord John Russell, premier secrétaire d'Etat de S. M. B. et du ministère des affaires étrangères.

“ Une réconciliation entre les partis belligérans est le but qu'on veut atteindre

“ Je suis convaincu que V. E. est favorable aux principes éclairés de la liberté civile, parce que sans eux, aucun pays ne peut prospérer.

“ Je crois inutile de dire à V. E. que le plus grand obstacle à l'établissement d'un gouvernement libéral et constitutionnel est la grande puissance et la richesse de l'Eglise, dont les bases sont bonnes, car elles ont été fondées par le Sauveur du genre humain ; mais votre clergé ne suit pas les voies qu'il a marquées ; ses yeux sont fermés, car ses œuvres sont mauvaises et il se complait en elles ; il ne se reformera pas de lui-même, car il lui faudrait alors renoncer à ses plaisirs mondains ; il tient volontairement les brebis dans les ténèbres et dans l'ignorance afin qu'elles ignorent ses voies.”

“ Si V. E. continue à suivre le chemin qu'elle a suivi, elle ne régnera jamais sur les cœurs de ses concitoyens ; une petite partie de ceux-ci pourra bien s'unir à elle, mais ce sera par crainte et non par amour. Avez-vous la prétention d'être un pays chrétien ? Pourquoi

donc votre pays ne prospère-t-il pas comme tant d'autres qui ont traversé une période de calamités plus grandes que celles que vous traversez aujourd'hui ?

“ C'est que ceux-là ont adopté la liberté civile et religieuse et que leurs actes sont d'accord avec le christianisme.

“ Tandis que vous, vous ignorez l'un et l'autre, vous n'en connaissez que le nom !

“ Mais le temps est venu où le véritable christianisme doit prévaloir, où les principes libéraux et éclairés prendront la place des ténèbres et de l'ignorance.

“ Il est encore temps de réparer le mal, de régénérer la nation avant qu'elle ne tombe dans l'oubli ou que la génération actuelle ne soit remplacée par une génération nouvelle.

“ V. E. a le pouvoir et elle peut, si elle le veut, devenir le fondateur d'une grande œuvre ardemment désirée par la majorité du peuple.

“ Rejetez les entraves qui vous tiennent enchaîné, unissez-vous sincèrement et cordialement avec ceux qui luttent pour la liberté de conscience et pour des institutions libres ; une fois unis vous serez forts. Mettez l'Eglise à la place qui lui revient, assignez-lui un patrimoine généreux, et appliquez le reste de ses biens au développement de la richesse nationale ; obligez le clergé à suivre la voie qui lui a été tracée par Celui qui en est le chef ; protégez le commerce et les transactions avec les nations étrangères ; ouvrez vos ports, réduisez les contributions, et votre Excellence verra bientôt se répandre le bien-être et la prospérité dans tout le pays ; et votre Excellence aura été le directeur et le chef de cet ordre de choses.

“ J'espère que V. E. sera convaincue que, en lui parlant ainsi, je ne suis animé que du désir de voir se réaliser les vœux du Gouvernement de S. M. B., au moyen d'une déclaration d'armistice, de l'éta-

blissement d'un gouvernement stable et du rétablissement de la paix au Mexique.

“ J'ai l'honneur etc.

“ Signé, W. CORNWALLIS ALDHAM.

“ A S. E. Mr. le général Miramon, président du gouvernement de la ville de Mexico.”

Mr. Miramon mis ainsi en demeure de se prononcer catégoriquement sur les différents points que contenait la note du gouvernement anglais et particulièrement sur la *tolérance religieuse*, esquiva de nouveau la responsabilité que pouvait entraîner une réponse directe en abritant son mauvais vouloir derrière le congrès émané du plan d'Ayutla qui, disait-il, *quoique le plus libéral de ceux qui ont siégé jusqu'à ce jour, n'avait point osé adopter l'article 15 du projet de constitution, et établir cette tolérance*. C'était accuser de pusillanimité la majorité de cette assemblée, mais en nous concédera que ce n'était pas répondre.

Sans remonter jusqu'aux Pères de l'Eglise pour y rencontrer les preuves des combats qu'ils soutinrent, dès les premiers siècles du christianisme, en faveur de cette liberté que Tertulien appelait avec tant de raison *Proprietas religionis*, le droit d'avoir sa religion en propre¹; c'est une vérité devenue vulgaire, aujourd'hui, chez tous

1 “ Tout homme, dit Tertulien dans son *Apologétique*, reçoit de la nature le droit d'adorer Dieu comme il l'entend. — A qui donc, plus qu'à moi, importe la religion que je professe? — La religion n'admet aucune violence, aucune tyrannie; elle ne doit pas être embrassée par crainte, mais en toute liberté. Tout sacrifice doit être entièrement volontaire.

Ailleurs il dit encore :

“ C'est une impiété d'enlever aux hommes, en matière de religion, la liberté de faire choix d'une divinité. Aucun homme, à plus forte raison aucun Dieu, ne voudrait d'un service forcé.”

Apologétique, Chap. XXIV.

Il faudrait plusieurs volumes pour contenir les citations de ce genre qui existent seulement dans les œuvres des Pères de l'Eglise.

les peuples civilisés, que l'Etat n'est point compétent pour connaître des matières surnaturelles; que le discernement religieux lui est refusé; qu'il ne lui est point donné d'apprécier la valeur relative des cultes, et de leur assigner à chacun un rang selon leur mérite. L'évidence des religions positives, voilà le principal fondement, universellement accepté parmi tous les hommes de progrès, de la liberté religieuse. Aussi les prêtres qui condamnent cette liberté, ont-ils pour argument favori le caractère particulier d'évidence qu'ils attribuent à leur religion particulière, et ils en déduisent, pour l'Etat, l'étroite obligation de la distinguer, à ce titre de toutes les autres, et de lui assurer exclusivement l'empire des âmes.

On a ingénieusement remarqué que l'intolérance religieuse du peuple juif, était en quelque sorte justifiée par la présence perpétuelle de Dieu, qui lui révélait directement ses volontés, et qui intervenait en personne dans toutes les affaires de la nation.

Tant que les peuples modernes ont été fermement convaincus qu'ils avaient à leur portée une source incontestable de la vérité religieuse; aussi longtemps qu'ils ont pu voir dans la papauté une représentation fidèle de l'intelligence et de la volonté divines, on ne pouvait guère s'étonner de leur intolérance; car tout en déplorant ses funestes résultats, on était obligé de convenir que cette intolérance avait, jusqu'à un certain point, sa raison d'être. Mais il était facile de voir que cette intolérance devait s'affaiblir et disparaître à mesure que les grandes divisions de l'Eglise et les progrès de la libre pensée répandraient dans le monde cette idée: *que l'évidence de la religion n'est point telle, qu'on soit nécessairement coupable en refusant de s'y rendre, et qu'on peut choisir entre diverses confessions religieuses sans encourir le reproche de mauvaise foi, sans devenir par cela même un méchant homme et un mauvais citoyen*¹.

1 Nous ne pouvons mieux établir cette vérité qu'en donnant l'extrait suivant d'une thèse soutenue à Caen, dans le collège royal de la compagnie de Jésus, le vendredi 13 Janvier 1693, et imprimée dans la même ville, par ordre de la compagnie chez Jean Cavalier, imprimeur du roi et de l'Université. — Il est bien entendu que pour ne scandaliser personne, nous abandonnons aux révérends Pères la responsabilité pleine et entière de leur opinion.

“ La religion chrétienne est évidemment croyable, mais non évidemment vraie. —